

**Direction financière juridique et  
logistique**

**Service logistique et patrimoine**

**Secteur patrimoine et services**

**A l'attention des candidats**

Limoges, le 08 janvier 2021

Réf : DFJL/SPS/ 2020-513  
Dossier suivi par : Jérôme SUBILEAU  
Tél. 05 55 12 05 84

**OBJET** : Lettre de consultation concernant une prestation de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'élévation du niveau de sureté du siège de l'ASP situé à Limoges

**REFERENCES** :

1. Code de la commande publique
2. Contrat 20C000037 « prestation de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'élévation du niveau de sureté du siège de l'ASP situé à Limoges »

**PIECES JOINTES** :

1. Dossier de consultation des entreprises\_DCE
2. Modalités de signature électronique de l'acte d'engagement

Madame, Monsieur,

L'Agence de services et de paiement envisage la réalisation de travaux d'élévation du niveau de sûreté de son siège situé à Limoges. Dans cette perspective, nous avons besoin de nous adosser les compétences d'un prestataire de maîtrise d'œuvre.

La procédure de consultation retenue est celle d'un marché passé selon une procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Ainsi, j'ai le plaisir de vous demander sans engagement de la part de l'ASP de bien vouloir me faire parvenir une offre technique, de prix et de délais en vue de la réalisation des prestations évoquées en objet et définies dans le contrat 20C000037 disponible sur notre profil acheteur accessible sur la Plate-forme des achats de l'Etat – PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le DCE est constitué des pièces suivantes :  
- la présente lettre de consultation ;

Site de Limoges

2 rue du Maupas – 87040 Limoges Cedex1  
Tél. 0555120000  
[isabelle.dufour@asp-public.fr](mailto:isabelle.dufour@asp-public.fr)  
[www.asp-public.fr](http://www.asp-public.fr) – siret 130 006 372 00010

- le contrat 20C000037 et son annexe financière et de délais ;
- les modalités de remise et de signature des offres par voie électronique.
- l'engagement de confidentialité

Dans le cadre de cette consultation, l'intégralité des échanges (retrait du DCE, remise d'une offre, demandes d'informations, négociation, notification...) se fera exclusivement par voie dématérialisée via la PLACE.

Sur demande et après réception par l'ASP du document « engagement de confidentialité » joint au présent DCE les candidats pourront recevoir les CCTP des différents lots "sans les plans\* du bâtiment" rédigé par la MOE qui était en charge de l'étude du projet d'amélioration du niveau sureté.

\*Pour le lot électricité, les extraits de plans seront retirés des documents transmis.

Votre offre aura une durée de validité de 120 jours à compter de la date de la date limite de réception des offres fixée au **jeudi 4 février 2021 à 12h00**.

Elle devra être obligatoirement rédigée en langue française.

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées ci-avant. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

En outre, les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- inappropriées ou irrégulières au sens des dispositions des articles L 2152-2 à L 2152-4 du code de la commande publique à l'issue des négociations ;
- non signées ou non paraphées conformément au présent règlement de la consultation ;
- signées et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;

seront rejetées et ne seront pas classées.

Votre offre comprendra :

- le contrat 20C000037 et son annexe financière « Décomposition du prix global et forfaitaire\_DPGF » et de délais complétée.

**RAPPEL :** La signature de l'acte d'engagement est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement dans leur offre. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

- une offre technique en réponse aux exigences du contrat dans laquelle le candidat présentera :
  - la société et son expertise ;
  - l'organisation dédiée et les moyens et compétences mis à disposition par le candidat pour l'exécution des prestations (15 pages maximum).

Le prix proposé sera établi aux conditions économiques du mois de remise des offres et libellé en euros.

Il est précisé que les variantes ne sont pas autorisées.

L'appréciation des offres reçues se fera sur la base des critères suivants :

- critère 1, la valeur technique de l'offre (modalités d'organisation, compétences, v expérience) 60% de la note finale
- critère 2, le prix de la prestation apprécié sur la base du montant global TTC de l'annexe financière, annexe 1 du contrat, 40% de la note finale.

L'ASP pourra, à la suite de l'analyse des offres, recourir à la négociation avec les trois premiers candidats sous réserve d'un nombre suffisant d'offres reçues. Celle-ci pourra porter sur tous les aspects de l'offre (prix, technique).

Les négociations ont lieu dans le respect d'un principe de stricte égalité, sans remettre en cause de manière substantielle les conditions initiales de la mise en concurrence. La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre des candidats, sur les prix, les modalités techniques de l'offre et les délais. Pendant la phase de négociation, l'ASP s'engage à respecter la confidentialité des offres des candidats.

Les négociations se dérouleront par écrit (par voie dématérialisée sur la plate-forme PLACE).

A l'issue des négociations, il sera procédé à une nouvelle analyse des offres, sur la base des critères énoncés ci-dessus.

Toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre initiale devra être transmise au pouvoir adjudicateur via la plate-forme de dématérialisation de l'ASP et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre. Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure une nouvelle annexe financière assortie de sa décomposition.

A l'achèvement de la négociation, l'ensemble des offres modifiées sera présenté au pouvoir adjudicateur et fera l'objet d'un dernier classement.

Le candidat le mieux classé sera déclaré attributaire du marché.

Dans un second temps, si votre offre était retenue, il vous sera demandé :

- de nous faire parvenir une déclaration sur l'honneur justifiant que vous n'êtes pas concerné par l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 ;
- de nous adresser un RIB.

Il est rappelé que tous les documents devront être signés par une personne habilitée à engager votre société (joindre document attestant de cette situation : kbis, pouvoir, mandat...).

Enfin, en application des dispositions des articles D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail et 2143-8 du code de la commande publique, il vous importera le cas échéant, au moment de la notification du marché, de justifier de la régularité de la situation fiscale et sociale par la transmission des certificats fiscaux ou sociaux dans le délai de 5 jours suivant la demande qui vous sera faite.

Toutes les questions relatives à la présente consultation doivent être soumises par voie dématérialisée sur la PLACE au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.